

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel de Lutte Ouvrière N°38 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2574 - Prix : 1 €

**La
protection
sociale dans
le
collimateur
de Macron**

Page 3

SNCF :
**La
mobilisation
continue**

Page 4

Macron : *Un
an d'attaques
contre les
travailleurs*

Page 6

**Gendarme
raciste en
Guyanne :**
*L'héritage
pourri du
colonialisme*

Page 10

Mais qu'est-ce qu'ils ont tous à vouloir supprimer la prime de vie chère des fonctionnaires ?



Mais qu'est-ce qu'ils ont tous à vouloir supprimer la prime de vie chère des fonctionnaires ?

À l'annonce de la décision de la Chambre régionale des comptes, relayée par la Direction des finances publiques et par l'ARS, de ne plus verser l'indexation sur les primes des agents hospitaliers, ceux-ci se sont mobilisés pour protester contre cette mesure injuste qui pourrait faire perdre aux 8000 agents de l'île entre 200 et 800 euros sur leur salaire de mai.

A l'appel de plusieurs syndicats, quelque 200 salariés ont manifesté leur mécontentement le 11 mai devant les locaux de l'ARS et devant la Préfecture.

Cette mobilisation a été un succès, d'une part par le nombre de manifestants et de grévistes et d'autre part, par le recul imposé à l'ARS et le ministère de la Santé qui ont suspendu l'application de la suppression de l'indexation le temps de « discuter et de trouver une solution » selon le sous-préfet aux affaires sociales, Gilles Traimond.

Mais les personnels des hôpitaux ne sont pas les seuls dans le collimateur du gouvernement. Les fonctionnaires territoriaux pourraient être concernés également.

C'est une nouvelle attaque contre la prime de vie chère des fonctionnaires. Mais contrairement aux fois précédentes, il ne s'agit pas seulement d'une intention de la part du gouvernement et de ses appendices mais d'une décision avec effet immédiat sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Aujourd'hui ce sont les primes qui sont visées. Demain ce pourrait être les salaires tout

court si les travailleurs laissent faire.

Depuis longtemps déjà, les gouvernements successifs et les partis politiques réunionnais veulent supprimer la prime de vie chère acquise par des luttes successives, en particulier par la grève de 1953.

En effet, c'est en mai 1953 que débuta une grève historique, qui dura 62 jours, simultanément dans les quatre départements d'outre-mer.

À l'époque, les fonctionnaires recrutés localement ne bénéficiaient pas des indemnités que percevaient leurs collègues venus de France.

L'État français versait des primes et des indemnités importantes aux fonctionnaires français qui se rendaient dans les colonies ou ex-colonies. Il y avait donc une discrimination entre ces fonctionnaires et les fonctionnaires locaux. Les contractuels et auxiliaires locaux, eux, percevaient une rémunération inférieure à celle de leurs collègues de France.

Dans les quatre départements d'outre-mer la grève, soutenue par la population, dura du 15 mai au 16 juillet 1953. La presque totalité des fonctionnaires avait cessé le travail. Nombre de travailleurs du privé, en particulier ceux de la canne, firent grève par solidarité.

Grâce à cette lutte, les fonctionnaires obtinrent une majoration de traitement dite « prime de vie chère » qui fut portée à 30 % puis à 40 % en Guadeloupe, Martinique et Guyane et 53 % à La Réunion.

Régulièrement depuis environ quarante ans, plusieurs gouvernements ont tenté de

s'attaquer à la prime de vie chère, comme en 1997 sous Chirac. Mais ils ont toujours fait machine arrière face à la mobilisation des fonctionnaires déterminés à défendre leurs acquis.

Alors, prenant la question par l'autre bout, ils s'en sont pris peu à peu au statut des fonctionnaires lui-même en embauchant des CDD et CDI de droit privé qui ne touchent pas la prime.

Aujourd'hui encore les partis politiques de droite comme de gauche voudraient faire disparaître la prime de vie chère, comme par exemple le PCR qui propose de l'utiliser pour abonder un fond pour le « développement de La Réunion ». Prendre dans la poche d'une partie des travailleurs plutôt que sur les profits des capitalistes est la seule politique de tous ceux qui se mettent au service de ce système d'exploitation inique. Les responsables du maintien au chômage de 30 % de la population ce ne sont pas les travailleurs percevant la prime de vie chère. Eux contribuent à aider les enfants ou les proches dans le besoin. S'attaquer à eux revient à abaisser le niveau de vie de toute la population.

C'est pourquoi à Lutte ouvrière nous nous opposons à toute suppression de ce que les travailleurs ont gagné, quasiment toujours par la lutte.

Les agents hospitaliers ont raison de défendre leur dû et souhaitons qu'ils soient nombreux à faire grève et à manifester le 22 mai, aux côtés des autres travailleurs de la fonction publique !

La protection sociale dans le collimateur de Macron

D'après le journal économique Les échos du lundi 7 et mardi 8 mai 2018, le gouvernement projette de réaliser 1 milliard d'euros d'économies au sein des organismes de protection sociale (CAF, Sécu, etc.) en croisant les fichiers de ces administrations afin de faire des économies sur le montant global

des allocations versées aux familles et sans doute en réduisant encore plus les effectifs et les lieux d'accueil de ces services publics.

À force d'étrangler les plus pauvres, de mettre de l'huile sur le feu, Macron et sa bande vont avoir droit au retour de flamme.

EDF : la bourgeoisie projette de supprimer les tarifs réglementés de l'électricité

D'après le journal Les échos, le gouvernement a aussi dans ses projets la suppression des tarifs réglementés de vente (les TRV) de l'électricité dont bénéficient 26,5 millions d'usagers et 3,3 millions d'artisans et de TPE.

Jusqu'à présent, seuls les producteurs historiques, EDF et Engie (GDF privatisé) pouvaient pratiquer ces tarifs.

La rapporteure du Conseil d'État a émis lors

d'une audience publique un avis favorable à la demande des producteurs privés concurrents d'EDF qui veulent que ces TPV soient déclarés « incompatibles avec la loi européenne ». La voie est ainsi ouverte à la suppression prochaine de ces tarifs dont l'existence a contribué à tempérer les hausses des prix de l'énergie électrique.

Leur disparition envisagée d'ici à 2023 se

traduirait pour des dizaines de millions de petits consommateurs par une hausse brutale des factures d'électricité, mais aussi par voie de conséquence par l'augmentation des prix de bien d'autres produits de grande consommation.

Un nouveau sale coup de Macron et de ses amis capitalistes que les travailleurs ont tout intérêt à mettre en échec.

Turbo dans l'exploitation des travailleurs, turbo dans l'enrichissement des capitalistes

Selon le journal économique, Capital, les profits du constructeur automobile Ferrari ont bondi de 34 % en 2017 et cela va continuer sur les chapeaux de roue.

Alors que le prix le plus bas à déboursier pour une petite auto Ferrari est de 200 000 euros, toute la production 2018 et une partie de celle de 2019 est déjà vendue.

Pour pouvoir se payer ces petits bijoux, comme des œuvres d'art valant des dizaines

d'années de salaire d'ouvrier et tous autres produits de luxe, il faut être bénéficiaire des cadeaux colossaux que l'État fait aux plus riches et de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs.

La belle vie pour les parasites du travail humain, la galère pour les travailleurs, ça suffit comme ça, il faut que ça change ! Et pour cela, c'est dans les luttes sociales qu'il faut mettre le turbo...

La Banque Postale : plutôt « banque » que « citoyenne »

Le centre financier de la Banque Postale envisage de fermer divers services et de réduire, de fait, les effectifs.

31 postes sont menacés dans les services de gestion des comptes en particulier les comptes « majeurs protégés » et les services rendus aux clients ayant peu d'argent.

Ainsi ceux-ci
suivi concernant les
compte. Ces clients, qui
temps, risquent d'être
des frais
d'être « interdits
Les services
délocalisés en
ou pourraient même
complètement.

Les agents qui sont
vont avoir du travail
les moyens ne suivent
faire face à des usagers
cette décision de la Poste.



n'auraient plus droit au
rejets et incidents sur leur
ne seront plus prévenus à
lourdement pénalisés par
supplémentaires, voire
bancaire ».

concernés pourraient être
métropole, sous-traités,
disparaître

dans les bureaux de poste
supplémentaire sans que
et sans doute devront-ils
mécontents à cause de

La Poste, qui se targue de ses « six valeurs historiques » dont la « proximité » et le « sens du service », n'a que peu de considération pour son personnel et pour les usagers les plus démunis.

Elle cherche à faire du profit en pressurant un peu plus ses employés et en étranglant les clients les moins rentables pour mieux satisfaire les plus riches et les capitalistes actionnaires de la Banque Postale.

Le personnel de la Poste n'a pas l'intention de se laisser faire sans réagir. Une mobilisation contre les sales mesures de la Poste est prévue le 22 mai.

SNCF : la mobilisation continue

Comme prévu, les rencontres du 7 mai entre Édouard Philippe et les syndicats de cheminots n'ont rien donné. Le Premier ministre avait annoncé à l'avance qu'il n'accepterait pas de revenir sur la fin du statut, la transformation de la SNCF en société anonyme et l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs.

À l'issue de la réunion, les syndicats ont salué le changement d'attitude de Philippe qui a proposé de les revoir le 24 ou 25 mai, un changement d'attitude qui n'est en fait que l'aveu que le gouvernement ne parvient pas à faire cesser la grève et qu'il tente, pour cela, de composer avec les syndicats, ce qu'il se refusait à faire jusqu'à présent.

Et la période qui s'ouvre verra sans doute des manœuvres afin de faire prendre des vessies pour des lanternes aux cheminots, pour les amener à cesser leur mouvement.

Il en va ainsi de l'annonce aux syndicats d'une reprise par l'État de la dette de SNCF Réseau, pour un montant qui sera précisé le 23 mai. Ce n'est en aucun cas un recul du gouvernement ou une victoire des grévistes : cette dette n'a jamais été celle des cheminots.

Pour l'heure, les syndicats appellent tous à continuer le mouvement de grève. Celui-ci est toujours extrêmement solide. Ainsi le jeudi 3 mai, selon les chiffres de la SNCF, le taux de grévistes était légèrement supérieur à celui du mardi 24

avril avec 27,8 % de grévistes à l'exécution. Le 4 mai, il progressait encore légèrement et 63 % des conducteurs étaient en grève, ainsi que 58,9 % des contrôleurs.

D'ores et déjà, dans de nombreux secteurs, la perspective de faire du 14 mai une journée « sans cheminots » a été discutée comme un objectif de renforcement, d'approfondissement de la grève. Ce n'est effectivement pas autour du tapis vert, ni dans les salons de Matignon, qu'on peut obtenir satisfaction. C'est en continuant fermement sur la route engagée : celle de la grève et de la mobilisation générale des travailleurs du rail.

Mourir pour fuir le manque d'humanité de cette société....

Nicolas avait 40 ans. Il travaillait dans une pharmacie à Saint André. Il était venu à La Réunion pour y travailler et y vivre en paix comme y aspire n'importe quel travailleur dans le monde. Il s'est suicidé le vendredi 11 mai 2018 dans son appartement.

Ses collègues soulignaient ses qualités à travailler au comptoir, à servir plus 150 personnes par jour, car il aimait les gens il était très apprécié des clients. Mais son employeur considérait qu'il devait faire aussi d'autres tâches, qu'il détestait, comme le suivi administratif de la location de matériel médical (lits, appareil respiratoire...).

Lors des entretiens avec son employeur qui le réprimandait, il ressortait en pleurs. Il supportait de plus en plus mal cette situation et s'absentait régulièrement.



Il a fini par être licencié, au prétexte qu'il ne serait pas suffisamment polyvalent et productif.

Une solidarité s'est mise en place pour permettre à tous ceux qui l'ont connu de lui rendre hommage et de faire transporter ses cendres en France dans les Pas-de-Calais où vivent sa maman et son papa âgés et pas en bonne santé.

Son cas est loin d'être un cas isolé. Beaucoup de travailleurs ont du mal à supporter les exigences de leurs employeurs qui font passer le profit et la rentabilité avant tout.

Cette société capitaliste est dépourvue de toute humanité, sa seule raison de vivre est le profit, même si cela tue !

Air France : le PDG débarqué par le personnel

Par 55,44 % des voix et à plus de 80 % de votants, les 46 771 salariés d'Air France ont dit non à leur direction. Malgré des semaines d'intense propagande interne, de pressions de l'encadrement et de pilonnage des médias, les dirigeants de la compagnie et tous ceux qui les soutenaient viennent de prendre une gifle magistrale.

Après sept ans de gel salarial, 10 000 emplois supprimés, la suppression de jours de repos, l'augmentation des vols et

rotations pour les navigants, la direction d'Air France voulait faire approuver des augmentations dérisoires : d'abord 1 % sur 2018, puis un maximum de 7 % étalés sur quatre ans, le tout assorti d'une clause antigreve.

Pour convaincre le personnel qu'il devait voter oui, les médias ont fait chorus avec la direction de la compagnie, dénigrant les salariés d'Air France comme des privilégiés alors que beaucoup d'entre eux ne gagnent pas 1 400 euros net, cherchant à

opposer les pilotes aux autres... Pourtant, malgré leur mépris de classe pour des travailleurs qu'ils imaginent corvéables et malléables à merci, ceux d'Air France n'ont pas marché.

La revendication des 6% unit, toutes catégories confondues, mécanos-avion et hôtesses, bagagistes et pilotes en un même mouvement, au grand déplaisir d'une direction qui compte d'habitude sur le corporatisme pour diviser et donc pour régner. Si beaucoup n'ont fait que

quelques heures de grève ou aucune, c'est parce qu'ils pensaient que la direction ne céderait pas. Mais ils n'en voyaient pas moins celle-ci comme leur ennemie. Et puis,

les premières grèves pour les 6 % ayant coïncidé avec le début du mouvement à la SNCF, il y a le sentiment diffus qu'à Air France comme ailleurs patronat et gouvernement mènent une

attaque générale contre les travailleurs, et qu'il faut au moins montrer qu'on ne l'accepte pas.

A Air France, le PDG est débarqué et la grève continue !

Macron : un an d'attaques contre les travailleurs

Macron fête sa première année à l'Élysée, mais seuls les plus aisés ont des raisons de se féliciter de son élection.

En effet en un an, des milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches ont été décidés par Macron. L'impôt sur la fortune remplacé par un impôt sur les seuls biens immobiliers, c'est un cadeau de 3,2 milliards d'euros. L'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, limité à 30 %, c'est 1,3 milliard de plus. La suppression de la taxation de 3 % sur les dividendes, c'est 1,8 milliard, et la baisse de l'impôt

sur les sociétés encore 1,2 milliard, une baisse qui ne fait que commencer. En un an, les plus riches, peuvent comptabiliser près de 12 milliards d'euros de cadeaux.

Quant au reste de la population, la politique d'économies de Macron leur coûte globalement près de 24 milliards d'euros. C'est 4,5 milliards d'euros avec la hausse de la CSG, 12 milliards avec les coupes dans les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Pour les collectivités locales c'est encore 3 milliards de moins de dotations. Et il faut y

ajouter la baisse des APL, la réduction du nombre des contrats aidés, l'augmentation de deux euros du forfait hospitalier, le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires et le gel des pensions de retraite.

Les attentions de Macron vont au plus riches sous prétexte de relancer l'économie et de diminuer le chômage. Il ne fait que poursuivre la politique menée par ses prédécesseurs Hollande et Sarkozy, une politique de classe.

Vu à la télé : Histoire de la France des riches

Dans un documentaire à sa gloire programmé pour le premier anniversaire de sa présidence, Macron laisse parler une fois de plus la haine de classe. Après avoir injurié les ouvrières des abattoirs, qualifiées d'analphabètes, étalé son mépris pour les travailleurs en grève de GM&S dans la Creuse, parlé de « *gens qui ne sont rien* » à propos des voyageurs des trains de banlieue, il revient cette fois-ci sur la diminution de l'APL.

Et le président des riches d'ironiser sur ces gens qui considèrent que « *le summum de la lutte c'est les 50 euros de l'APL et qui ne savent pas ce qu'est l'histoire de notre pays* »,

entonnant toutes les perles patriotiques possibles... Macron ne veut évidemment pas rappeler que cette histoire est en grande partie celle de l'accumulation des richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, les conquêtes coloniales, les guerres pour les défendre et les discours tricolores pour les justifier. Comme tous les républicains standardisés, le président doit évoquer ce supplément d'âme de la France qui serait tout simplement la patrie des Droits de l'homme. Il serait vain de vouloir lui rappeler que ce sont précisément les petites gens, ceux qui sont à 50 euros près, qui ont fait l'histoire des

combats pour la liberté. L'exemple de l'abolition de l'esclavage, que Macron célébrait récemment, le prouve abondamment. Outre les révoltes des esclaves eux-mêmes, gens qui n'étaient rien s'il en fut, ce furent les pauvres de Paris, les travailleurs sortis des taudis, les analphabètes qui imposèrent l'abolition par leur mobilisation révolutionnaire, en 1794 puis en 1848.

À l'époque, ceux que Macron aurait appelés les premiers de cordée, les riches, les entrepreneurs, les gens comme il faut, étaient négriers, descendants de négriers ou en affaire avec les négriers. Et c'est toujours le cas.

Ventes d'armes : les droits humains après les profits

Une organisation non gouvernementale, Aser (Action sécurité éthique républicaine), a saisi le Conseil d'État sur le fait que la France, troisième marchand d'armes du monde, viole un traité de l'ONU sur le commerce des armes en vendant des armes à l'Arabie saoudite qui s'en sert contre des civils.

Avant que la guerre contre le Yémen ne commence, les livraisons d'armes étaient même en infraction de ce même traité, qui comprend la notion de prévention. Étant donné les tensions existantes entre l'Arabie saoudite et son voisin, le Yémen, il n'était pas nécessaire d'être grand clerc

pour deviner que ces armes pourraient servir en cas de conflit, ce qui aurait dû en interdire la vente.

Au sommet de l'Etat, quand les ministères ne sont pas d'accord entre eux pour décider de l'exportation de matériel de guerre, c'est le président de la République qui tranche. En 2016, Hollande avait ainsi tranché en faveur de la livraison de munitions à Ryad. Interrogée récemment sur ce point, Florence Parly, qui a succédé à Le Drian comme ministre de la Défense, avait osé répondre que ces munitions n'étaient pas destinées à être utilisées.

De fait, depuis 2014 et la mise en place du traité de l'ONU, les ventes d'armes dans le monde n'ont pas cessé de progresser, pour un total de 1 739 milliards de dollars en 2017. Selon Aser, la part de la France est passée depuis 2011 de 70 à 100 milliards d'euros par an. Le quinquennat de Hollande-Le Drian a été, sur ce plan, très productif. Vendre des Rafale était leur objectif et la question des traités internationaux pesait moins lourd que la progression des profits des marchands d'armes français. On serait surpris que la décision du Conseil d'État n'aille pas dans le même sens.

Incidents du 1er Mai : une violence apolitique et stérile

Le succès d'affluence de la manifestation parisienne du 1^{er} mai a été occulté par les actions violentes de 1 200 personnes, désignées sous le nom de Black blocs. Tout cela n'a rien à voir avec la défense des intérêts ouvriers. Les partis ouvriers révolutionnaires ont toujours défendu leur politique ouvertement devant l'ensemble des travailleurs. Ils cherchent à convaincre, à organiser et à entraîner dans l'action collective le maximum d'entre eux. Les Black blocs n'ont été choisis ou élus par personne : ils agissent comme s'ils étaient le bras armé de manifestants qui ne leur ont rien demandé et qui ignorent même non seulement leurs idées mais qui ils sont. Les travailleurs n'ont pas besoin de sauveur suprême dans les

élections, mais ils n'en ont pas besoin non plus dans la rue.

Certains, parmi la jeunesse et les manifestants, pensent que les casseurs se font davantage entendre. Mais quel est le message qui passe ? Au soir même du 1er mai, c'est le gouvernement, le préfet de police et le ministre de l'Intérieur qui ont paradé. Ils se sont servis des scènes de violence gratuite pour tenter de faire peur et surtout pour masquer les revendications et le succès de cette manifestation qui avait regroupé près de 200 000 personnes dans tout le pays.

Le gouvernement a utilisé la violence des Black blocs pour masquer la violence sociale dont il est responsable, celle du chômage, de la pauvreté. Mais, s'il y a de quoi avoir la haine

contre ce système, la rage qui consiste à se défouler sur les CRS, briser des vitrines et brûler des voitures parce que ce seraient des symboles du capitalisme, est un faux radicalisme. L'objectif de véritables révolutionnaires est de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. De petits groupes, même décidés, sont incapables de le faire. Seule la grande masse consciente des exploités peut y parvenir. Les manifestations, mêmes tranquilles, les grèves, le militantisme politique, y compris les élections, peuvent contribuer au but final, à condition d'être utilisés pour approfondir la conscience de ces millions d'exploités. Toutes les révolutions commencent déjà dans les esprits.

“La fête à Macron” : un succès... pour quelle politique ?

La manifestation du samedi 5 mai, à l'initiative du député François Ruffin, appuyé notamment par France insoumise et le PCF, a été un succès.

Les pancartes et slogans des 40 000 manifestants parisiens s'en prenaient aux méfaits de Macron et de son gouvernement. Ils dénonçaient les attaques contre les salariés, les services publics, la SNCF, les étudiants, les migrants... Et les orateurs n'étaient pas en reste, comme Mélenchon proclamant : « *Nous sommes là pour donner du courage aux cheminots, aux hospitaliers, aux travailleurs de tous les secteurs.* »

S'il est indéniable qu'un certain nombre de manifestants étaient en effet là pour ça, il n'y

a pas besoin d'être grand clerc pour savoir que Mélenchon, Hamon, Laurent et autres caciques de la gauche de gouvernement étaient là pour tout autre chose. En mettant en avant comme objectif « *faire la fête à Macron* », ces responsables politiques de gauche désignent l'actuel président comme seul responsable de la régression sociale que connaissent des millions de travailleurs. Ils se gardent bien de mettre en cause le pouvoir des capitalistes, de cette minorité d'industriels et de financiers qui, pour augmenter leurs profits, imposent leur volonté à toute la société, y compris au gouvernement. Ils se contentent ainsi de fixer comme

seul objectif à tous les mécontents la préparation d'une « alternative » à Macron à la tête de l'État. Ces politiciens, comme Mitterrand ou Jospin dans le passé, n'hésitent pas à battre le pavé pour obtenir les suffrages des couches populaires et pour une fois au pouvoir s'incliner devant les exigences de la bourgeoisie.

La manifestation du 5 mai a montré que des milliers de travailleurs ont la volonté de se mobiliser contre la politique de Macron, et c'est tant mieux. Mais pour ne pas être trahis demain, ils devront, avec tous les autres, se donner les moyens de se défendre par eux-mêmes, en ne comptant que sur leurs propres luttes.

Élections : le chouchou des patrons

Avant d'être le président des riches, Macron fut sans conteste un candidat des riches. C'est ce que révèle une étude de ses comptes de campagne relayée par les médias.

Macron a déjà été le plus dépensier des onze candidats, avec un montant de 16 698 320 euros, sans doute en-dessous de la réalité car l'examen des dépenses a relevé des irrégularités qui ressemblent fort à des dons déguisés, la loi imposant un certain plafond pour ceux-ci. Ainsi, Macron a bénéficié de remises allant de 36 à 50 % sur des locations de salles ou de barrières pour des

meetings, le tout pour plus de 200 000 euros. Interrogés par la Commission de contrôle, les généreux patrons de l'événementiel concernés ont affirmé la main sur le cœur qu'il ne s'agissait que de pratiques commerciales ordinaires visant à fidéliser des clients.

Mais avant de dépenser ces millions, il avait bien fallu les trouver. Une année avant l'élection présidentielle, l'équipe de Macron a multiplié les rencontres et les dîners fins arrosés au champagne auprès d'un monde de nantis de tout poil : avocats, artistes, hommes d'affaires, une bonne trentaine

de grands patrons, industriels et grosses fortunes tels que Bernard Arnault, Bolloré père et fils, Patrick Drahi, Gattaz, Parisot, etc., ainsi que plusieurs banquiers d'affaires. Bien pratique lorsque l'on cherche à emprunter pour financer une campagne électorale.

Que Macron, encore un inconnu il y a quelques années, ait réussi à se faire connaître politiquement à coups de millions n'est certes pas une nouveauté, mais chaque révélation prouve, s'il en était besoin, combien il est lié au monde de l'argent.

Suppression de l'exit tax : petit cadeau entre riches

Dans une interview au magazine d'affaires américain *Forbes*, Macron a annoncé la suppression prochaine de l'exit tax, un impôt que payent quelques centaines de patrons parmi les plus fortunés.

Cette taxe avait été mise en place sous Sarkozy en 2011. Elle prétend viser à dissuader l'évasion fiscale, en taxant les patrons qui organisent la vente de leur entreprise pour transférer son activité à l'étranger pour bénéficier d'une imposition plus favorable.

Devant les réactions, le gouvernement s'est justifié en

arguant du fait que l'exit tax ne rapportait finalement pas grand-chose à l'État. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a avancé le chiffre de 70 millions par an. Mais, si cet impôt ne rapporte pas plus, c'est qu'il était assorti d'une série de mesures permettant à de nombreux contribuables visés d'y échapper ou de l'adoucir. En le supprimant complètement, le gouvernement leur facilite la vie : il leur sera encore plus facile de payer moins d'impôts.

Et force est de constater que, si le gouvernement renonce sans état d'âme à 70 millions annuels

pour en faire cadeau à des personnes sans aucune difficulté financière, il n'a même pas accordé cette somme aux Ehpad en grève contre le manque de moyens, qui n'ont reçu qu'une rallonge de 50 millions.

L'interview de Macron a été publiée le 1er mai, alors que des milliers de salariés manifestaient dans tout le pays contre la politique de son gouvernement. Cette annonce et le choix de la date constituaient un geste politique et une provocation évidente. De quoi donner encore plus de raisons de manifester contre ce gouvernement.

Nouvelle-Calédonie : Macron garant de l'impérialisme

À six mois du référendum en Nouvelle-Calédonie, pour lequel le « non à l'indépendance » est donné largement gagnant, la visite de Macron dans l'archipel les 3, 4 et 5 mai s'est accompagnée de toute une mise en scène symbolique notamment vis-à-vis de la communauté kanake.

Le point d'orgue du séjour a été sa visite dans l'île d'Ouvéa où, après avoir « rendu hommage » aux gendarmes tués en avril et mai 1988, Macron, avec un profil bas soigneusement calculé, a aussi pris part à la cérémonie kanake à la mémoire des 19 Kanaks assassinés alors par l'armée française. Il y a trente ans, sept cents militaires furent envoyés à Ouvéa par le gouvernement Mitterrand-Chirac pour prendre d'assaut une grotte où un commando du FLNKS retenait 27 gendarmes. L'assaut eut lieu le 5 mai 1988 et fut brutal, dans

la pure tradition des répressions coloniales de l'impérialisme français. Deux gendarmes et dix-neuf indépendantistes furent tués, dont une douzaine d'une balle dans la tête. On comprend qu'une partie des Kanaks d'Ouvéa se soient fermement opposés à la venue de Macron, considérant que le chef de l'État venait « *humilier nos morts* ». Le 5 mai, ils ont été tenus à l'écart par des cordons de gendarmerie de ce qui aurait dû être aussi leur cérémonie.

Comme le montrent ses postures, Macron cherche à préparer le terrain en vue des résultats du référendum. Dans l'éventualité d'un rejet de l'indépendance, il voudrait éviter une réaction de colère d'une partie des Kanaks. Aujourd'hui, bien que la petite bourgeoisie kanake et la droite locale se soient partagées les postes et les responsabilités dans l'archipel, les Kanaks sont dans

leur ensemble toujours discriminés, méprisés. Ils sont moins bien payés, plus pauvres, plus souvent au chômage. Les jeunes se voient refuser à la tête du client l'entrée des boîtes de nuit de Nouméa, comme ils se voient refuser un logement en ville, et sont condamnés aux bidonvilles de la périphérie.

Les raisons de la colère sont donc nombreuses. L'impérialisme français, allié à la bourgeoisie caldoche et à une mince couche de petits bourgeois kanaks, tient à sa présence dans le Pacifique et pour cela continue d'imposer en Nouvelle-Calédonie une véritable situation coloniale. Pour la remettre en cause, et quel que soit le résultat du référendum, les Kanaks ont besoin d'alliés, aussi bien parmi les travailleurs dans les îles du Pacifique que parmi ceux de métropole.

Gendarme raciste en Guyane : l'héritage pourri d'un État colonial

Le 21 avril, après avoir séjourné trois mois en Guyane, un chef d'escadron de gendarmerie a tenu des propos ouvertement racistes lors de son discours de départ à Saint-Laurent-du-Maroni.

Devant un parterre d'officiels complaisants, cet officier diplômé de Saint-Cyr a débité une série d'injures racistes, comparant les habitants de la Guyane à « *des singes hurleurs* » et les taxant de parasites profitant des aides.

Il a fallu l'indignation, y compris celle de certains gendarmes présents, et encore plus les échos dans la presse, pour que sa hiérarchie, qui couvrait au départ les propos du gendarme en parlant d'humour déplacé, de maladresse, finisse

par hausser le ton. Le service de communication de la gendarmerie et le ministère de l'Intérieur dénoncent désormais des propos choquants et inadmissibles. Mais au-delà des condamnations ronflantes, avec l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre du gendarme, ce dernier ne risque au pire qu'un blâme.

Il est probable que bien des gendarmes envoyés faire la chasse aux migrants dans la forêt amazonienne partagent de tels préjugés racistes et ce mépris des populations locales. Cet héritage de l'époque coloniale est entretenu par la politique de l'impérialisme français dans des régions qui font toujours partie de son empire. Au fond, ce gendarme

pris sur le fait n'a fait qu'exprimer de façon caricaturale l'état d'esprit des responsables des forces de répression et des gouvernements successifs jusqu'à aujourd'hui.

Macron l'avait d'ailleurs illustré lui-même lors d'une visite officielle en juin 2017 en Bretagne. Parlant des kwassakwassa, ces embarcations précaires qui permettent aux habitants des Comores de rejoindre Mayotte, il avait lâché devant les caméras ce qu'il considérait être un trait d'humour, « *Ils pêchent peu mais ramènent du Comorien.* » Comment s'étonner après cela que le gendarme incriminé ait lui aussi cru être drôle ?

Non à l'expulsion de Moussa Camara !

Moussa Camara, un demandeur d'asile guinéen, est aujourd'hui menacé d'expulsion de France. Le gouvernement voudrait le renvoyer dans son pays, où il court des risques mortels à cause de son homosexualité.

En Guinée, l'homosexualité est légalement punie de plusieurs années de prison. Mais l'incarcération n'est même pas le plus grand risque. Les homosexuels sont régulièrement la cible d'agressions mortelles de la part de fanatiques embrigadés par les religieux. Moussa affirme, par exemple, que son compagnon a été brûlé vif sous ses yeux.

Ayant vu sa demande d'asile rejetée, Moussa avait été placé en centre de rétention et

embarqué de force dans un avion le 29 avril. Plusieurs passagers s'étaient alors opposés au décollage, ainsi que le pilote. Une nouvelle tentative d'expulsion, le 3 mai, avait également échoué, Moussa refusant d'entrer dans l'avion. Ces refus d'expulsion ont conduit Moussa devant le tribunal, qui doit rendre son verdict le 12 juin.

Cette affaire est significative de ce que le gouvernement entend par « droit d'asile ». Alors que celui-ci devrait être accordé à toute personne menacée dans son pays d'origine en raison de ses convictions politiques, religieuses ou de son orientation sexuelle, seules un tiers des demandes ont donné lieu en

2017 à l'octroi du statut de réfugié. Il faut en effet fournir des preuves, ce qui est difficile quand on s'enfuit pour un voyage périlleux vers les pays riches, et que l'on tient d'autre part à protéger ses proches restés au pays.

Le gouvernement prétend faire la distinction entre les réfugiés, qui auraient le droit de s'installer en France, et les migrants économiques qui en seraient privés. Cela est déjà scandaleux, car les uns comme les autres devraient avoir la totale liberté de circulation et d'installation. Mais ce qui arrive à Moussa Camara montre que, dans bien des cas, le droit d'asile est un mot creux.

États-Unis : Trump, “menteur professionnel” et sans vergogne

Vendredi 4 mai, Trump a assuré la National Rifle Association (NRA), l'association qui promeut les armes à feu aux États-Unis, de son soutien, niant la responsabilité de la vente libre des armes dans les tueries de masse. Si les violences meurtrières ne se résument pas à la vente libre des armes automatiques, c'est un fait que les tueries de masse sont moins fréquentes dans les pays où la vente d'armes est strictement réglementée, qu'aux États-Unis où, depuis 2013, quelque 1 900 personnes auraient été victimes de telles tueries. Mais là n'est pas le problème du démagogue Trump. Au mois de février, après la tuerie survenue dans un lycée à

Parkland, en Floride, la jeunesse s'était massivement mobilisée contre la vente libre des armes à feu. Trump avait alors appelé à des restrictions et il avait critiqué le laxisme de certains membres du Congrès. Aujourd'hui, alors qu'approchent des élections de mi-mandat, Trump tient un tout autre discours, flattant sa base électorale... et ses bailleurs de fonds.

La NRA revendique cinq millions de membres et bénéficie du financement des entreprises qui vendent des armes, un secteur qui brasse plus de dix milliards par an. Au cours de la campagne présidentielle de 2016, cette association avait été un des principaux soutiens

financiers de Trump. Et localement, elle appuie de nombreux candidats, républicains ou démocrates, qui s'engagent pour la liberté du port d'armes, attaquant en revanche ceux qui se disent favorables à des restrictions.

Une partie de la jeunesse n'accepte plus la violence aveugle de la société américaine, et c'est tant mieux. Un des lycéens de Parkland a dit de Trump que « *c'est un menteur professionnel* ». Cela est vrai de tous les présidents, pour ne parler que des américains, et a fortiori d'un démagogue réactionnaire et sans scrupules comme Trump.

États-Unis et Iran : derrière l'atome, la domination impérialiste

Trump a donc décidé de rompre le traité sur le nucléaire passé avec l'Iran par Obama, la Russie et les pays européens et d'interdire les relations commerciales avec ce pays. Mais la question du nucléaire n'est que la devanture d'une politique changeante de l'impérialisme américain vis-à-vis de l'Iran et de ses autres alliés dans la région. Allié fidèle de 1945 à 1979, l'Iran, même reprise en main par la dictature des ayatollahs et des mollahs, n'est plus aussi souple et obéissante que par le passé. L'impérialisme doit depuis les années 80 composer avec un régime qu'il ne contrôle pas. Mais l'Iran est en même temps un pays aux immenses ressources pétrolières et gazières, un marché intéressant

pour les capitalistes du monde entier et un pays jugé stable, dans une région ravagée par les guerres civiles.

Sur cette base, Obama avait pesé dans le sens d'une réintégration de l'Iran dans le camp impérialiste, aboutissant à l'accord de 2015. L'Iran avait accepté le contrôle de ses installations nucléaires, garantissait ne pas chercher à fabriquer de bombes et promettait de faire régner la paix, éventuellement celle des cimetières, le long des gazoducs reliant le Golfe à l'Occident. Les États-Unis en échange devaient lever l'embargo sur le commerce et les investissements en Iran. La diplomatie française s'est alignée d'autant plus facilement que l'accord a permis à PSA de vendre à nouveau 500 000

véhicules en Iran l'an passé, à Total de signer quelques contrats, etc.

Mais les États-Unis ont d'autres alliés dans la région, en concurrence, comme Israël et l'Arabie saoudite, bien décidés à empêcher l'Iran de revenir sur la scène. Trump semble donc avoir choisi pour le moment de jouer Israël et l'Arabie saoudite contre l'Iran quitte à prendre le risque de plonger cette région du monde un peu plus dans le chaos, pourvu que l'impérialisme américain y perpétue sa domination. Quant aux impérialismes de second rang que sont les pays européens, leurs protestations ne sont que proportionnelles aux milliards qui risquent de leur échapper du fait des sanctions américaines avec ceux commerçant en Iran.

Corée : après la mise en scène de la guerre, celle de la paix

Les revirements diplomatiques en Corée peuvent paraître spectaculaires, mais la diplomatie est le domaine du mensonge et du bluff. La paix et la réunification entre les deux Corées avec l'assentiment des États-Unis n'est pas plus à l'ordre du jour que ne l'était la guerre nucléaire il y a quelques mois.

Le régime nord-coréen mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale refusait de reconnaître la domination de l'impérialisme américain. Après avoir essayé de l'écraser

militairement de 1950 à 1953, les États-Unis cherchèrent à l'étrangler économiquement. Et cela fait donc 65 ans que le Nord tente vainement d'échapper à l'embargo qui lui est imposé.

Kim Jong-un, en multipliant des tests nucléaires et des tirs balistiques à longue portée, préparait la phase de négociations. Montrer les capacités de son pays lui a permis d'être aujourd'hui en situation de proposer de désarmer.

Trump savait que Kim Jong-un allait tôt ou tard baisser la tête. C'est ainsi qu'il a lancé des

menaces en cherchant à apparaître comme l'homme fort qui a fait céder le régime nord-coréen.

Tout cela n'a rien à voir avec l'intérêt des populations coréennes, qui depuis plus d'un demi-siècle sont les otages de la politique de l'impérialisme. Elles en ont payé le prix fort : d'abord par une guerre extrêmement meurtrière, puis par une partition où la rivalité entre le Nord et le Sud a été la justification à des dictatures militaires, tout aussi féroces d'un côté que de l'autre.

Empire Bolloré en Afrique : une affaire éclairante

Après 48 heures de garde à vue, Vincent Bolloré a été mis en examen pour abus de confiance et corruption. Il est soupçonné d'avoir utilisé l'activité de l'agence Havas pour décrocher la gestion des ports de Lomé au Togo et de Conakry en Guinée.

Héritier en 1981 des papeteries familiales OCB, Vincent Bolloré, appuyé par la banque Rothschild et par de solides soutiens politiques, a bâti un groupe mondial qui réalisait 18 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017 dans la banque, l'industrie, le transport, la logistique, l'énergie, l'agriculture, la communication et les médias. Depuis 1997, Bolloré met la main

sur des ports, des lignes ferroviaires et des plantations en Afrique, où règne l'exploitation forcée des ouvriers, y compris des mineurs de 14 ans, comme au Cameroun ou au Liberia.

Toutes ces acquisitions, ces appels d'offres gagnés face à ses concurrents, n'ont été possibles qu'en disposant d'un solide réseau d'informateurs et d'obligés au plus haut niveau de l'État, en France et en Afrique. Sarkozy avait inauguré son quinquennat sur le yacht de « son ami Bolloré ». Quant aux ministres des pays d'Afrique, un directeur du groupe en dit : « *Les ministres, on les connaît tous là-bas. Ce sont des amis. (...) quand*

ils ne sont plus ministres, on leur donne un poste d'administrateur d'une de nos filiales. » Autrement dit, ce qui est reproché à Bolloré – avoir aidé les présidents guinéen et togolais à gagner les élections pour obtenir la gestion des installations portuaires – est une pratique ordinaire et banale.

Si la justice française a mis son nez dans les affaires de Bolloré, c'est parce qu'il a évincé des concurrents malheureux... et rancuniers. On peut parier qu'il pourra compter sur une armada d'avocats et de relations politiques pour tenter d'enterrer l'affaire.

Prochaines rencontres avec les militants de Lutte Ouvrière :

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT :	Samedi 19 mai de 8H30 à 10H00
MARCHÉ DU CHAUDRON :	Dimanche 20 mai de 8H30 à 10H00
MARCHÉ DE SAINT PIERRE :	Samedi 02 juin de 9H00 à 10H30
MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ :	Vendredi 15 juin de 8H30 à 10H00

Pour nous contacter : Ecrire à **BP 184 97470 SAINT BENOÎT**
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière - Commission paritaire n° 1019C85576